

dollars de la Banque de Crète et versement de 75 millions de dollars à son groupe de presse Grammi).

15 novembre: La Grèce annonce qu'elle ne va pas élargir dans l'immédiat, comme elle en a le droit, la limite de ses eaux territoriales en mer Egée de 6 à 12 milles marins.

29 novembre: Le Comité de Prévention de la Torture (CPT) du Conseil de l'Europe accuse la police grecque de pratiquer la torture dans ses services d'Athènes et de Thessalonique. La Grèce rejette les accusations "générales et vagues" du CPT.

10 décembre: l'Eglise catholique de Grèce proteste contre les propos du procureur de Naxos qualifiant les catholiques "d'étrangers commandités par le pape".

19 décembre: Contre l'avis des autres membres de l'Union européenne la Grèce met son droit de veto à la conclusion d'un accord d'union douanière avec la Turquie.

21 décembre: Le parlement adopte le budget 1995, soutenu par les seuls députés socialistes, dont l'objectif est l'assainissement de l'économie hellénique afin de satisfaire les critères de convergence définis au niveau européen.

16 janvier 1995: le Parlement grec suspend les poursuites judiciaires entamées contre l'ancien premier ministre Mitsotakis pour sa participation dans des affaires d'écoutes téléphoniques et de corruption.

8 février: Libération des quatre derniers membres, encore en détention de la communauté grecque d'Albanie condamnés le 7 septembre à de lourdes peines de prison (le 24 décembre le président Berisha avait déjà grâcié un autre Grec également condamné pour la même affaire).

8 mars: Election à la Présidence de la République de Costis Stéphanopoulos, par la Chambre des députés par 181 voix (PASOK + POLA) contre 109 (Nouvelle Démocratie à Athanase Tsaldaris).

18 avril: réunion à Athènes d'une commission gréco-albanaise chargée de résoudre les différents problèmes opposant la Grèce à l'Albanie.

15 juin 1995: Tremblement de terre d'une magnitude de 6,1 sur l'échelle de Richter à Algion sur la côte nord du Péloponnèse: 21 morts, plusieurs disparus et plus de 70 blessés.

CHRONOLOGIE -CHYPRE

20 décembre 1993: Nomination par le Conseil des ministres de l'Union européenne de M. Serge Abou comme observateur aux négociations sur Chypre.

1 janvier 1994: A la suite des élections législatives du 12 décembre en RTCN ("République turque de Chypre Nord"-partie nord de la république de Chypre occupée par les forces armées de la Turquie) formation d'un gouvernement de coalition présidé par M. Hakki Atun, chef du Parti démocrate (PD) de centre droit et qui comprend aussi M. Ozker Ozgur, le président du Parti républicain turc (PRT), formation de gauche.

17 février: Début des négociations séparées, conduites par M. Joe Clark, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU sur les mesures de confiance (réouverture de l'aéroport international de Nicosie et retour dans leurs foyers des Chypriotes grecs de Famagouste).

25 mai: M. Boutros-Gahli dans un rapport au Conseil de sécurité de l'ONU déplore l'échec des négociations sur les mesures de confiance.

30 mai: Déclaration à Ankara de M.Rauf Denktash, chef de la communauté chypriote turque : "Si l'Union européenne ouvrait ses portes aux Chypriotes grecs les Chypriotes turcs choisiraient une intégration à la Turquie".

24-25 juin: le Conseil européen de Corfou déclare que "la prochaine phase de l'élargissement de l'Union inclura Chypre et Malte".

5 juillet: La Cour européenne de justice considère comme illégale les importations en provenance de la "RTCN" (partie nord de Chypre occupée par la Turquie) estimant que le gouvernement du président Cléridés est le seul gouvernement légal de Chypre.

20 juillet: Vingtième anniversaire de l'invasion du territoire de la république de Chypre par les forces armées turques.

2 septembre: Le gouvernement grec critique les accords passés par la Turquie avec l'administration chypriote turque en matière de politique étrangère de défense et de sécurité.

15 novembre: Manifestations à Nicosie de milliers de Chypriotes grecs pour protester contre l'autoproclamation le 15 novembre 1983 de "la République turque de Chypre Nord".

16 février 1995: Nicosie s'appelle désormais Lefkosie. A l'unanimité le conseil municipal de Nicosie, dans le cadre d'une campagne de standardisation des noms visant à ce que ceux ci correspondent à leur prononciation en langue grecque, décide que la capitale de Chypre doit désormais s'appeler Lefkosie.

6 mars: A l'occasion de la conclusion d'un accord d'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie, la Grèce obtient que les négociations sur l'adhésion de Chypre commenceront dans les six mois qui suivront la Conférence intergouvernementale convoquée en 1996 pour réformer les institutions européennes.

24 mars: Le ministère chypriote des affaires étrangères dément l'information, publiée dans *l'Express*, selon laquelle la France aurait vendu, via Chypre, des missiles air sol à l'Iran, et déclare que son pays n'accepte pas d'être utilisé comme lieu de transit.

25 mars: Visite à Chypre de M. Gerasimos Arsenis, ministre grec de la Défense nationale, qui confirme le projet "d'espace militaire uni" de la Grèce et de Chypre.

26-27 juin 1995: Conseil européen de Cannes. Participation de la République de Chypre représentée par le président Cléridès, pour la première fois, à un sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'Europe des Quinze. Chypre, ainsi que Malte et différents pays d'Europe centrale et orientale ont été invités à la réunion de Cannes dans la perspective de leur adhésion à l'Union européenne.

LIVRES REÇUS/BOOKS RECEIVED

Le regard crétois, *revue de la Société des amis de N. Kazantzaki*, Saint-Genis-Pouilly (France), no 10. décembre 1994

Giannos Kranidiotis et alias, *Chypre-Union européenne, évolution et perspectives des relations de Chypre avec l'Union européenne*, Nicosie, Ed. de la Banque Populaire, 1994

Cyprus Research Centre (KY.KE.M.), *Yearbook 1992 and 1993*

ACTIVITES ACADEMIQUES /ACADEMIC ACTIVITIES

La revue académique ETUDES HELLENIQUES/ HELLENIC STUDIES a été lancée à Montréal le 12 mars 1995 sous l'égide du consul général de Grèce Nikos Vamvounakis, du député provincial et ex-ministre Christos Sirros et de la députée fédérale Eleni Bakopanos.

Kostas Gouliamos, professeur à l'Université d'Ottawa, qui a présenté la revue, tout comme le consul général de Grèce, Nikos Vamvounakis, le député Christos Sirros, et le directeur du Centre de recherches helléniques, Stephanos Constantinides, ont souligné l'importance que revêtait la publication d'une telle revue pour la mise en valeur de l'hellénisme au sein de la communauté académique, du milieu diplomatique, des média et plus généralement de l'opinion publique.